Le Conseil,

Vu le rapport du 10 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre du renouvellement périodique du parc de véhicules de la communauté urbaine de Lyon, le conseil de communauté a adopté, lors de sa séance du 6 mars 1997, la convention souscrite par l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) relative à l'acquisition de véhicules légers, de véhicules lourds et de leurs équipements nécessaires aux services communautaires.

Cette convention devait s'achever le 31 décembre 1999.

Or, par courrier en date du 8 juillet 1998, le président de l'UGAP m'informe que cet organisme n'est plus en mesure de fournir les véhicules et équipements qui lui ont été commandés.

Ainsi, 85 véhicules légers et 2 châssis de 3,5 tonnes avec leurs équipements commandés en 1998 ne pourront être livrés.

Afin de pallier cette défaillance qui met la Communauté urbaine en difficulté, je vous soumetts un dossier de consultation des entrepreneurs relatif à la fourniture de véhicules légers en 1998.

Une consultation composée de trois lots identiques correspondant chacun à la fourniture de véhicules légers en 1998 serait lancée en vue de l'établissement de trois marchés négociés à bons de commande en application des articles 104-I-3 (procédure d'urgence après défaillance d'un fournisseur) et 273 du code des marchés publics. Les marchés débuteraient à leur date de notification pour s'achever au 31 décembre 1998.

La commission permanente d'appel d'offres a émis un avis favorable et motivé à la passation de ces marchés le 28 juillet 1998 ;

B - Propose d'accepter le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis, de l'autoriser à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à accomplir tous les actes y afférents et de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu sa délibération en date du 6 mars 1997 ;

Vu le courrier du président de l'UGAP en date du 8 juillet 1998 ;

Vu les articles 104-I-3 et 273 du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable et motivé de la commission permanente d'appel d'offres en date du 28 juillet 1998 ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Où l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

2° - Autorise monsieur le président à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à accomplir tous les actes y afférents.

3° - La dépense prévisionnelle évaluée à 8 680 000 F TTC sera prélevée sur les crédits inscrits :

- au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - exercice 1998 - section d'investissement - centre budgétaire 5340 - centre de gestion 5340 - fonction 022 - compte 218 200 - ligne de gestion 004497,

- au budget annexe de l'assainissement - direction de l'eau - exercice 1998 - section d'investissement - service 564300 - ligne de gestion 002370 - compte 218 210 - affaire 0119001V01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,